

Pourquoi Pap Ndiaye n'a plus la cote

SELLETTE Syndicats et macronistes déplorent que le ministre de l'Éducation nationale ne s'impose pas

C'est à contrecœur que les macronistes en conviennent : au ministère de l'Éducation nationale, Pap Ndiaye peine à convaincre. Et la déconvenue est amère. Parce que la nomination, hautement symbolique, d'un universitaire apaisant pour un corps enseignant ulcéré par son prédécesseur, Jean-Michel Blanquer, était porteuse d'espoir. Mais parmi les proches d'Emmanuel Macron, on le confie : l'historien n'obtient pas les félicitations. Au point que son avenir gouvernemental semble compromis.

« Il peine à saisir le job », tranche un ami du chef de l'État. Or celui-ci a précisément érigé l'éducation, comme la santé, en priorité de son mandat. Pour mener la « révolution culturelle » qu'il ambitionne à l'école, Pap Ndiaye, nommé en mai, est-il le ministre idoine ? Emmanuel Macron, aujourd'hui, en doute. Le normalien, lui, invoque Victor Hugo pour se dépeindre en « jardinier de l'intelligence humaine » : « Il y a un temps de pousse. L'éducation, c'est le temps long. » Mais en attendant, politiques et représentants du monde éducatif s'impatientent. « On peine à voir où est la différence fondamentale pour l'école », estime le député Insoumis – et ex-enseignant – Alexis Corbière. Jean-Rémi Girard, président du Syndicat national des lycées et collèges, ajoute : « On ne sait pas forcément quelle vision il a... »

L'intéressé, chargé du premier budget de l'État, estime pour sa part avoir à maintes reprises exposé ses trois axes de travail : « Le niveau des élèves, la mixité à l'école, le système scolaire, incluant le recrutement, les missions et les salaires des enseignants », répète-t-il. Sans pour autant marquer les esprits. « Il est très absent », considère un poids lourd de Renaissance, quand un conseiller gouvernemental enrage de n'avoir « personne pour porter politiquement la hausse budgétaire de 4 milliards d'euros, et dire : "Regardez ce qu'on a fait !" » L'accusé assume sa « sobriété » : « Il n'y a pas qu'une manière de faire dans la vie poli-

tique. J'assume de ne pas être dans la médiatisation permanente. Je mise sur le travail de fond et c'est comme ça qu'on sert au mieux l'intérêt de

l'école et des élèves. » Et d'assurer qu'il vante ces investissements « avec acharnement » à chacun de ses déplacements.

Parce que ce spécialiste de l'histoire des États-Unis est respecté pour son expertise et salué pour son sens du dialogue, les mécontents semblent presque en quête d'excuses. Tous saluent un intellectuel « dans le respect », selon Alexis Corbière. Qui « recherche le consensus », loue une élue Renaissance. Et qui « est plus à l'écoute des syndicats que son prédécesseur », concède Guislaine David, cosecraire générale du SNUipp-FSU, premier syndicat du primaire. Diagnostic d'un conseiller de l'exécutif : « Après les années Blanquer, c'était impératif d'apaiser les enseignants. Sur ce point, opération réussie. »

Insuffisant, notent de concert la Macronie, les oppositions et les syndicats. Tous reconnaissent que piloter le paquebot de la rue de Grenelle s'avère complexe, surtout pour un novice en politique. Difficile à admettre, pourtant, pour un

Président qui considère que c'est précisément sa mission : transformer le « mammouth » contre « les corporatismes » qu'il a coutume de fustiger. « Un ministre, ça doit être avant tout un patron d'administration : "je veux, vous faites" », martèle un proche de Macron. Et Ndiaye serait, résume un élu, « bien moins à l'aise que le Président avec le concept d'"autonomie" » des équipes pédagogiques, pourtant l'un des points clés de « l'école du futur » qu'entend bâtir le chef de l'État... « C'est une excellente chose, dément le ministre. Mais il faut trouver l'équilibre entre les projets qui viennent de la base et le pilotage national. »

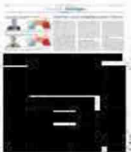
D'autres pointent « un entourage pas formidable ». Son cabinet est piloté par Jean-Marc Huart, ancien directeur de l'enseignement scolaire de 2017 à 2019, sous Jean-Michel Blanquer, dont il est resté proche... et que plusieurs suspectent d'entraver le ministre. « Mon cabinet fonctionne très très bien, rétorque Pap Ndiaye. Jean-Marc Huart était peut-être proche de mon prédécesseur. Maintenant, il est proche

de moi. » Pour beaucoup, l'auteur de *La Condition noire* (Gallimard, 2009) aurait surtout été marqué par le procès en « wokisme » intenté par l'extrême droite à son arrivée. « Il s'est mangé un K.-O. dès le départ et n'arrive pas à s'en relever », regrette un habitué de l'Élysée. Une députée Renaissance le confie : « Je le sens surtout très malheureux dans son job. » S'il jure y trouver son bonheur, le quinquagénaire le concède : « Ça m'a marqué. On ne sort pas complètement indemne de cette violence, surtout avec une dimension raciste très forte. »

Les plus téméraires ciblent, eux, la responsabilité du chef de l'État, qui efface sans ambages son ministre lors d'un de ses premiers déplacements, en juin à Marseille, et ne tient aucun compte de ses mises en garde, quelques instants avant dans l'avion. Et qui décline ensuite sa politique éducative devant les recteurs... à la veille de la première conférence de presse de rentrée de l'historien. Dernier épisode : la sortie de Brigitte Macron pour l'uniforme à l'école, alors que le ministre est contre. « Avoir l'attention et le soutien du Président, c'est un atout ! esquivé Pap Ndiaye. Au quotidien, il me fait confiance et me laisse les mains libres. »

Reste qu'il ne s'impose pas. « On a l'impression d'un ministre dans l'ombre, au sens propre comme au sens figuré, du Président », juge Sophie Vénéitay, secrétaire générale du Snes-FSU. Nul hasard, pour les macronistes. « Le Président n'a pas voulu faire entrer dans son gouvernement plus d'individualités puissantes », constate un cadre Renaissance. Parce qu'« il veut être en première ligne sur la santé et l'éducation, analyse-t-on au gouvernement. Il prend des ministres de la société civile qui n'impriment pas, qui font le job pour gérer les publics en interne. » À une nuance près : le chef de l'État se dit très satisfait de l'homologue de Pap Ndiaye à la Santé, François Braun.

Huit mois après ses premiers pas, Alexis Corbière s'interroge, paraphrasant Molière : « Que diable allait-il faire dans cette galère ? » Les plus optimistes misent sur les futures revalorisations salariales des enseignants – les concertations



viennent de s'ouvrir mercredi – pour le relancer. Mais les syndicats s'attendent à un bras de fer. Et pour certains, comme cette élue Renaissance, l'universitaire est déjà condamné : « Je ne sens pas quelqu'un qui a envie de rester dans le job tout le quinquennat. » Si nul ne se risque à fixer sa date de démission, tous le jugent déjà en voie de réorientation. ●

SARAH PAILLOU ET
DAVID REVAULT D'ALLONNES
AVEC MARIE QUENET

« Je le sens surtout très malheureux dans son job »

Une députée Renaissance



Le ministre de l'Éducation nationale, Pap Ndiaye, en novembre 2022.

LAURENT COUST/SOPA IMAGES/ABACA

